

# LA CHUTE DU RÉGIME IMPÉRIAL EN ALLEMAGNE ET LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE RÉPUBLIQUE PARLEMENTAIRE (1918-1933)

## I. Défaite militaire, échec de la révolution et mise en place de la République (1918-1924)

- A) La défaite et ses conséquences (octobre – novembre 1918)
- B) L'échec de la révolution (novembre 1918 - 1919)
- C) La difficile mise en place de la République de Weimar (1919-1924)

## II. Une phase de stabilisation politique et économique (1924-1929)

- A) Un redressement économique et financier ...
- B) ... qui permet un apaisement des tensions politiques ...
  - a) Une république conservatrice

Les forces politiques conservatrices gagnent du terrain en Allemagne avec la vague de nationalisme qui a déferlé dans le pays suite à l'occupation de la Ruhr et à la grande inflation dont les vainqueurs de 1918 et le traité de Versailles sont rendus responsables par la plupart des journaux qui influencent l'opinion publique.

De plus, les cadres de l'État sont restés largement les mêmes qu'avant 1918 et n'ont pas été renouvelés : les professeurs d'Université, les officiers de la Reichswehr, les magistrats, les hauts fonctionnaires, ... sont dans leur immense majorité ceux qui ont servi le régime impérial et le soutenaient ; ils se sont, au mieux, résignés à la République.

Les idées conservatrices sont très largement partagées par les milieux d'affaires, évidemment hostiles à tout mouvement révolutionnaire et inquiets de la diffusion des idées syndicales parmi les ouvriers et les salariés.

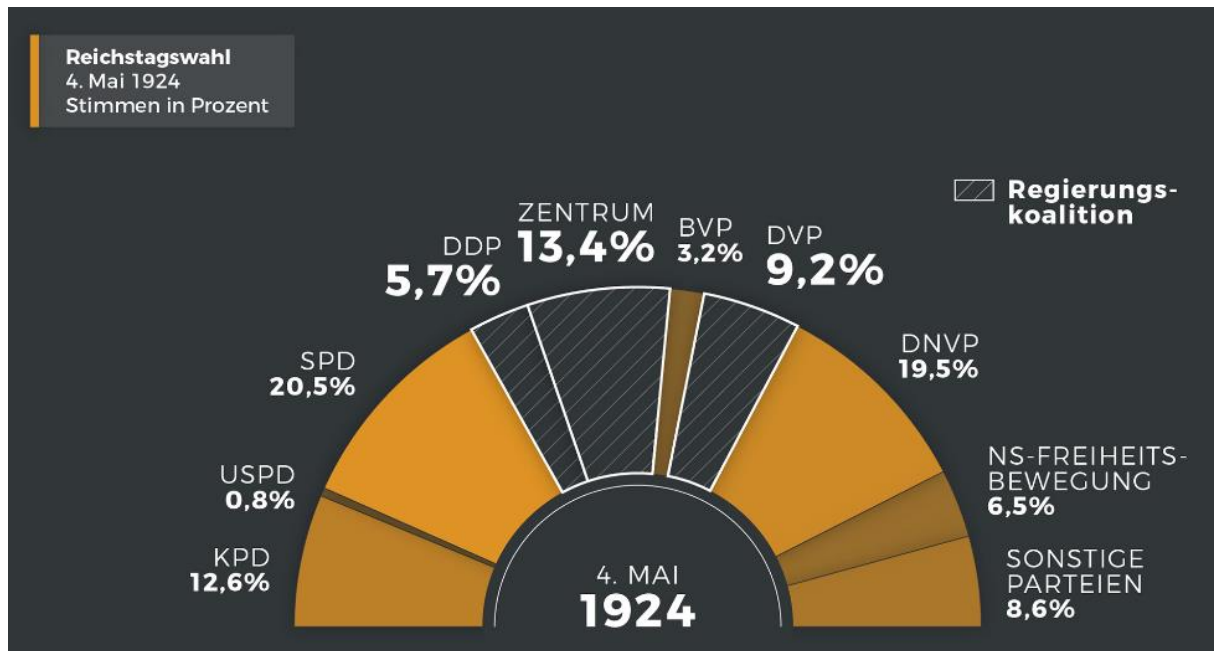
- b) Les élections de mai et décembre 1924 et leurs conséquences

En mai 1924, l'extrême droite issue d'une scission du parti nazi (momentanément interdit) obtient 6,5% des voix et 32 des 472 sièges à l'Assemblée (Reichstag) ; le KPD (communistes), interdit jusqu'au mois de février précédant le scrutin, récoltent 12,6% des suffrages et 62 sièges. Les nationaux-allemands progressent aussi avec 19,5% des voix et 95 sièges.

Par contre, les partis dits de « la coalition de Weimar » (ceux qui ont collaboré à la mise en place de la République) reculent en voix et en sièges : léger recul pour le

SPD (socialistes), recul plus marqué pour le Zentrum (centre catholique) et le Centre bavarois, érosion plus nette encore pour les Démocrates.

### Elections législatives du 4 mai 1924



**KPD** = communistes ; **USPD** = socialistes indépendants, scission de l'aile gauche des sociaux-démocrates ; **SPD** = sociaux-démocrates ; **DDP** = démocrates ; **Zentrum** = centre catholique ; **BVP** = parti populaire bavarois ; **DVP** = parti populaire allemand ; **DNVP** = nationaux-allemands ; **NS-Freiheitsbewegung** = parti populaire allemand de la liberté, scission du parti nazi pendant l'interdiction de ce dernier ; **sonstige Parteien** = autres partis.

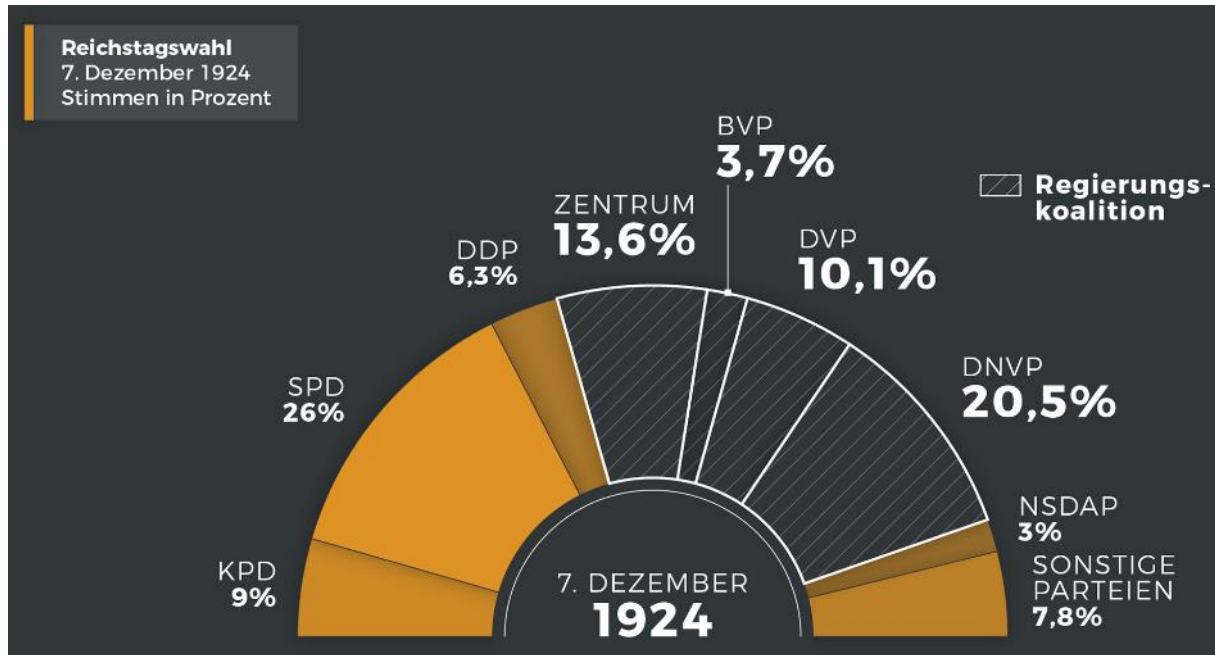
La fragmentation électorale fait que le gouvernement du chancelier Wilhelm Marx, chef du Zentrum, dirige le pays sans majorité à l'Assemblée avec une coalition minoritaire (les hachures de la Regierungskoalition sur le document ci-dessus), d'où la tenue de nouvelles élections législatives à la fin de la même année, en décembre 1924.

Ces élections de décembre 1924 ont eu lieu dans un contexte d'amélioration de la situation économique, après la fin de la phase de grande inflation, ce qui se traduit au niveau électoral par plusieurs phénomènes (voir document page suivante) :

- recul de l'extrême droite nazie (le parti nazi est désormais autorisé à nouveau) qui perd plus de la moitié de ses voix et de ses sièges avec 3% des suffrages et 14 sièges,
- recul des communistes qui perdent un tiers de leurs voix, tombant à 9% des suffrages et qui n'obtiennent plus que 45 sièges,
- les partis de la coalition de Weimar (Socialistes du SPD, Zentrum et Centre bavarois, Démocrates) récupèrent des électeurs,
- les populistes du DVP et les Nationaux-allemands du DNVP progressent également

- on observe, globalement, un recul de la gauche : socialistes et communistes ne pèsent plus que 35% du corps électoral contre 46% en 1919.

### Elections législatives du 7 décembre 1924



**KPD** = communistes ; **SPD** = sociaux-démocrates ; **DDP** = démocrates ; **Zentrum** = centre catholique ; **BVP** = parti populaire bavarois ; **DVP** = parti populaire allemand ; **DNVP** = nationaux-allemands ; **NSDAP** = nazis ; **sonstige Parteien** = autres partis.

La droite allemande a repris du poil de la bête : elle s'en prend au SPD et en particulier au président Ebert, accusé de trahison pour avoir soutenu la grève des ouvriers des usines de munitions en janvier 1918 c'est-à-dire pendant la guerre.

Quand Ebert poursuit en justice le politicien nationaliste qui l'a accusé, les juges de Munich le citent à comparaître : Ebert refuse de venir se justifier et finit par retirer sa plainte.

c) L'élection présidentielle de 1925 confirme le glissement à droite

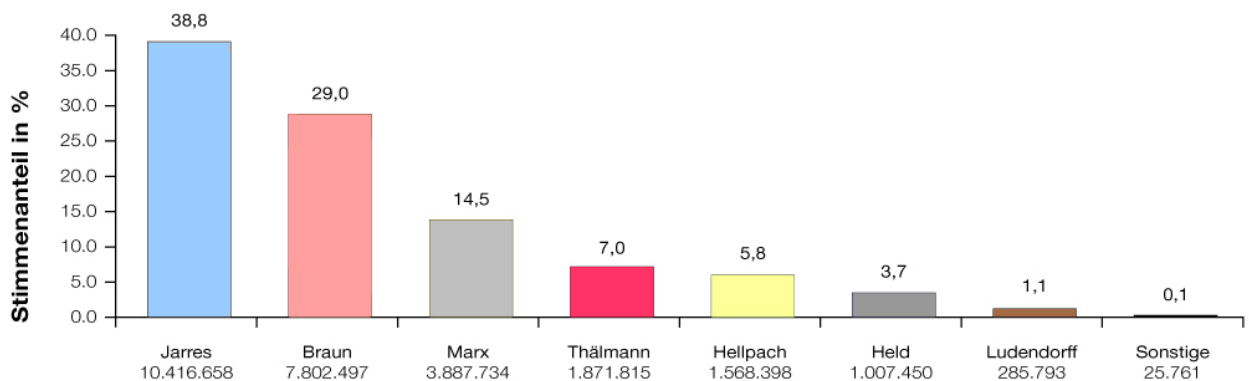
Le président de la République, Friedrich Ebert, meurt en février 1925 des suites d'une crise d'appendicite. Une nouvelle élection présidentielle est donc organisée : sous la République de Weimar, en Allemagne, on élit le président de la République au suffrage universel direct, système qui a été abandonné depuis (aujourd'hui en Allemagne, le président de la République - dont le rôle est secondaire puisque c'est le chancelier ou la chancelière qui gouverne – est élu par le Parlement, comme c'était le cas en France sous la III<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> Républiques entre 1870 et 1958).

Au premier tour, c'est le candidat de droite, Karl Jarres (DVP) qui arrive en tête avec 38,7% des voix ; Braun, le candidat du SPD, arrive en seconde position avec 29% des suffrages, suivi du chancelier Marx (3<sup>ème</sup>) pour le Zentrum avec 14,5% des voix et du communiste Thälmann, 4<sup>ème</sup> avec 7% ; le célèbre général Ludendorff,

commandant en chef pendant la guerre de 14-18 et qui représente l'extrême droite et les nazis, arrive bon dernier des principaux candidats en 7<sup>ème</sup> position avec 1,1% des voix.

## Résultats du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 1925

### Ergebnis 1. Wahlgang Reichspräsidentenwahl 1925 Kandidaten und Stimmen



L'entre-deux-tours s'avère assez particulier : en effet, les milieux d'affaires qui soutiennent Jarres, le candidat de droite arrivé en tête au 1<sup>er</sup> tour, ne lui accordent que peu de chances de gagner au 2<sup>ème</sup> tour, où le candidat arrivé en tête, même s'il n'atteint pas la barre des 50%, est élu. Les milieux dirigeants de l'industrie lourde et de la grande presse poussent donc Jarres à se retirer et font appel au vieux maréchal Hindenburg, âgé de 78 ans.

*[Note de la direction de l'UTL : l'espérance de vie en Allemagne était nettement plus basse en 1925 (56 ans) que de nos jours (81 ans), et d'ailleurs aujourd'hui, beaucoup de nos adhérents ont encore bon pied bon œil à un âge bien plus avancé que celui du regretté maréchal Hindenburg en 1925].*

Avant d'accepter de se présenter pour le second tour sans avoir participé au premier – ce qui n'est pas illégal selon la constitution allemande de l'époque – le maréchal Hindenburg va demander au Kaiser, l'ex empereur Guillaume II exilé en Hollande, l'autorisation de se présenter.

Face à Hindenburg, les socialistes ont refusé l'alliance proposée par les communistes et décident de soutenir le candidat du Zentrum en retirant leur propre candidat, pourtant arrivé nettement devant : le SPD Braun avait même obtenu deux fois plus de voix que le centriste Marx en faveur duquel il se retire.

Du coup, le second tour de l'élection présidentielle offre un affrontement inédit entre :

- un candidat qui n'a pas participé au 1<sup>er</sup> tour, Hindenburg, et qui reçoit le soutien de la droite (les populistes du DVP et les populistes bavarois du

- BVP, les nationaux-allemands du DNVP) et de l'extrême droite (les nazis) ;
- un candidat arrivé 3<sup>ème</sup>, Marx représentant à la fois son camp, le centre-droit (Zentrum et Démocrates du DDP) et portant aussi les couleurs des socialistes du SPD ;
  - un candidat communiste, Thälmann, arrivé 4<sup>ème</sup> et qui du coup s'est maintenu comme la constitution le permet.

**Affiche électorale du BVP, parti populaire bavarois, appelant à voter Hindenburg pour le second tour de l'élection présidentielle de 1925 :  
« le parti populaire bavarois vote Hindenburg »**



Les résultats du second tour marquent la victoire de Hindenburg avec un peu plus de 48% des suffrages devant Marx (un peu plus de 45%) et

Thälmann (avec 6,5% des suffrages, le candidat communiste gagne 60 000 voix entre les deux tours).

Dans cette élection paradoxale, le vainqueur n'était pas candidat au 1<sup>er</sup> tour, les deux candidats ayant obtenu le plus de voix à ce 1<sup>er</sup> tour se sont retirés *volens nolens*, et le nouveau président de la République est un vieux monarchiste de 78 ans.

*[Note de la direction de l'UTL : c'est bientôt fini, ces allusions déplacées à l'âge ? C'est pas Stéphane Bern qui se permettrait ce manque de tact. M. Anfossi, à la prochaine incartade, vous passerez retirer votre chèque à la compta].*

**Paul von Hindenburg (1847-1934), président de la République de 1925 à sa mort en 1934**



De plus, le vaillant et fringant maréchal Hindenburg, qui portait allègrement ses 78 printemps, était aussi un des hommes dont les pays de l'Entente demandaient, dans le traité de Versailles, qu'il soit extradé et jugé pour crimes de guerre ; aussi cette élection causa-t-elle un certain émoi dans

l'opinion publique des pays où la population avait, au moins en partie, subi l'occupation militaire allemande, comme en France et en Pologne.

Très vite, le nouveau président allemand allait montrer qu'il restait attaché au passé militariste et impérial du *Reich* ; on aurait pu dire de Hindenburg ce qu'on disait en France en 1815 au moment du retour des royalistes, émigrés sous la Révolution et sous Napoléon, et rentrés après Waterloo : « il n'a rien appris et rien oublié ».

Deux exemples en témoignent, l'un symbolique mais significatif, l'autre très concret :

- l'affaire du drapeau : depuis la proclamation de la République en novembre 1918, le drapeau allemand était celui des libéraux de 1848, noir-rouge-or :



Hindenburg décida que dans les ambassades et les consulats allemands à l'étranger, on hisserait désormais, aux côtés de l'emblème officiel, l'ancien drapeau impérial, noir-blanc-rouge :



- l'indemnisation des princes : les biens des monarques et des princes allemands qui avaient abdicé ou s'étaient enfuis en 1918 avaient été mis sous séquestre.

Des règlements à l'amiable avaient eu lieu dans certains *Länder* (provinces) : par exemple, le grand-duc de Saxe-Weimar (descendant des princes qui avaient accueilli à leur cour au XVIII<sup>ème</sup> siècle des musiciens et écrivains tels que Jean-Sébastien Bach et Goethe) avait obtenu 3 millions de marks en espèces, une rente annuelle de 300 000 marks (à titre de comparaison, à l'époque, un ministre du gouvernement allemand en gagne 13 500) et la propriété de 2 700 hectares de forêt.

Avec la nouvelle situation créée par l'élection de Hindenburg, les anciens monarques et princes détrônés ou en fuite depuis 1918 revendiquent la totalité de leurs biens, et ceux qui bénéficiaient déjà d'une rente en demandent la réévaluation parce que, comprenez-vous, ils ont des frais.

Les communistes réagissent en déposant une proposition de loi qui prévoit l'expropriation sans indemnité des princes : les biens confisqués seraient mis à la disposition des chômeurs, des blessés et mutilés de guerre, des retraités, des victimes de l'inflation, des ouvriers agricoles et des petits paysans.

Les châteaux seraient transformés en maisons de repos et colonies de vacances.

Le *Reichstag* repoussa ce projet par 236 voix contre 142 ; une demande de referendum n'aboutit pas non plus car la participation n'atteint pas 50% du corps électoral : il y eut 14,5 millions de voix pour le « oui » à la proposition de loi, un demi-million de « non » et un demi-million de bulletins nuls.

Les princes furent donc indemnisés et le président Hindenburg avait pesé dans ce résultat en déclarant : « Refuser l'indemnisation, ce serait violer les principes juridiques de l'État, mettre en cause les bases de la morale et du droit ».

L'indemnisation fut organisée pendant les vacances parlementaires : l'ex Kaiser Guillaume II reçut 97 000 hectares de terres, 15 millions de marks, le château de Hombourg (célèbre pour la pièce de théâtre de Kleist) ; le prince Carl-Eduard de Cobourg-Gotha, parent de la famille royale britannique et dirigeant de l'organisation ultranationaliste *Stahlhelm* (Casque d'acier) obtint 10 000 hectares de terres, le grand-duc de Mecklembourg reçut une rente de 628 000 marks par an, etc.

L'année suivante, les représentants de la grande industrie et les grands propriétaires fonciers se cotisèrent pour offrir au président Hindenburg, en signe de reconnaissance, le domaine de Neudeck en Prusse orientale (aujourd'hui en Pologne) ; comme Hindenburg était déjà âgé de 80 ans en 1927, le domaine fut mis au nom du fils du président pour éviter les droits de succession. Comme l'a écrit un historien mal pensant, « la concussion se doublait de fraude fiscale ».



d) Une politique extérieure apaisée ?

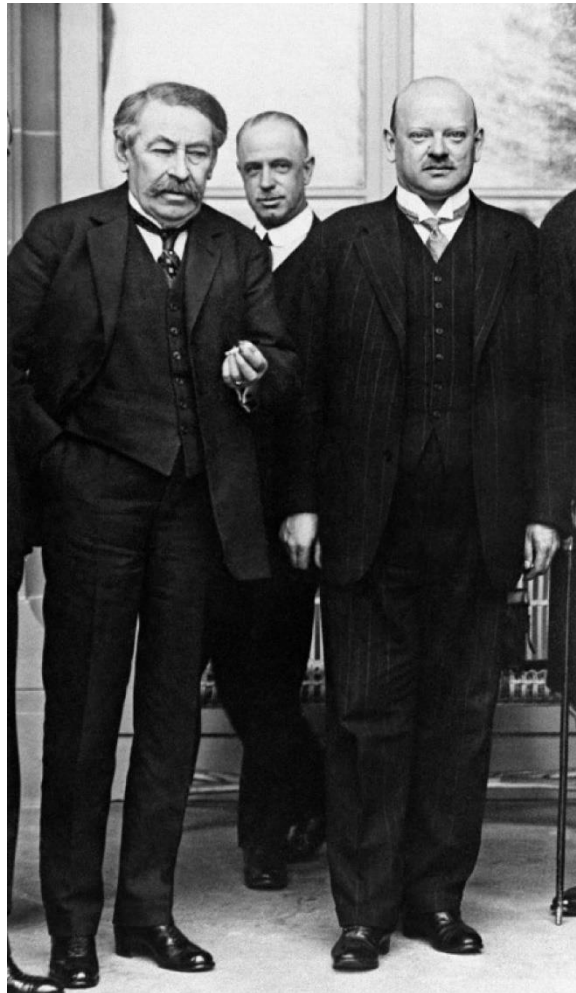
Gustav Stresemann, un des dirigeants du DVP (le parti populiste) qui avait dirigé le gouvernement en occupant le poste de chancelier en 1923, resta ministre des affaires étrangères sans interruption de 1923 à sa mort en 1929.

Conscient de l'affaiblissement militaire de l'Allemagne, il a choisi la voie de la négociation pour obtenir un adoucissement des conditions imposées par les vainqueurs en 1918-1919.

Il cherche aussi à exploiter les divergences de vue entre la France et la Grande-Bretagne. A l'est, bien que farouchement anticommuniste, il continue à négocier avec l'Union Soviétique, ce qui lui donne aussi un moyen de pression sur les pays occidentaux qui redoutent une éventuelle entente germano-soviétique.

- Du plan Dawes (1924) au pacte de Locarno (octobre 1925) :

Les élections de 1924 en France amènent la victoire du Cartel des gauches, alliance entre les radicaux et les socialistes SFIO. Cela signifie la chute du gouvernement Poincaré et l'arrivée au pouvoir du radical Herriot avec comme ministre des affaires étrangères Aristide Briand.



**Le ministre des affaires étrangères allemand Gustav Stresemann (à droite) et son homologue français Aristide Briand (à gauche) en 1925**

Le gouvernement Herriot prit un certain nombre de mesures qui n'entrent pas directement dans le cadre de notre sujet mais qu'il n'est pas inutile de rappeler : reconnaissance de l'URSS, gratuité de l'enseignement secondaire, autorisation de se syndiquer pour les fonctionnaires, transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, amnistie pour les grévistes de 1920, abandon de l'application des lois de séparation entre l'Église et l'État en Alsace et en Moselle, etc. En politique étrangère, Herriot et Briand sont prêts à accepter un rapprochement avec l'Allemagne.

Quant à Stresemann, il plaida à Londres et à Paris pour obtenir des concessions au profit de son pays, en soulignant que cela permettrait d'y consolider le régime républicain et le système parlementaire adoptés depuis peu en Allemagne.

Dans le même temps, les gouvernements étatsunien et britannique veulent contraindre les Français à évacuer la Ruhr : le moyen de pression qui va être utilisé, ce sont les dettes de guerre contractées par la France auprès des États-Unis depuis la Première guerre mondiale.

Le gouvernement Herriot dut accepter le plan Dawes, élaboré par le général et banquier étatsunien éponyme, pour obtenir la consolidation de ses dettes auprès des États-Unis (été 1924). Concrètement, le montant des réparations dues par l'Allemagne à la France était réduit et le versement en était étalé. Les troupes françaises évacuèrent la Ruhr en juillet 1925.

### **Quelle était la stratégie de Stresemann ?**

*Stresemann parle du plan Dawes devant les ministres-présidents des Länder allemands (3 juillet 1924) :*

« [Ce plan], ... c'est la prise de position du monde anglo-américain contre l'impérialisme français. [Les Anglo-Saxons disent à la France :] il faut que tu sortes d'ici (...). Que le capital international participe à l'économie allemande, j'y vois bien plus qu'une aide pour sortir de la crise actuelle. J'y vois un intéressement durable des milieux capitalistes des États-Unis et de l'Angleterre pour l'avenir. Malgré tout ce qu'on a dit sur l'indépendance économique de l'Allemagne, nous gagnerons pour alliés ces milieux. Cela peut paraître peu souhaitable que le capitalisme ait cette influence ; mais pour avoir eu le capitalisme contre nous pendant la guerre, nous l'avons payé avec la perte de cette guerre. Si le capitalisme américain n'avait pas été contre nous, nous n'aurions certainement pas perdu la guerre (...). Il nous faut faire ce dur chemin et accepter une certaine influence internationale sur nous pour que, dans un premier temps, nous recevions les moyens de faire fonctionner notre économie nationale; puis, plus tard, quand nous serons redevenus forts, nous rejetterons ces béquilles pour avoir à nouveau une économie allemande ».

Cité par J. Bariéty, De l'exécution à la négociation, L'évolution des relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale (11 novembre 1918-10 janvier 1925), Thèse de doctorat d'État, Université de Paris I, dactylogramme, pp. 616-617, 1975.

Plusieurs questions restaient en suspens : entre autres, la sécurité des frontières françaises avec l'Allemagne et le désarmement allemand, alors même que la commission interalliée de contrôle militaire constatait que l'Allemagne ne remplissait pas tous ses engagements.

C'est dans ce contexte que fut organisée la conférence de Locarno, en Suisse, au bord du lac Majeur, avec des délégations de sept pays : Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pologne et Tchécoslovaquie.

Les accords de Locarno sont signés en octobre 1925 : le texte final précise l'engagement de la France, de l'Allemagne et de la Belgique de respecter les frontières fixées par le traité de Versailles ; concrètement, l'Allemagne renonce à l'Alsace-Moselle, et les gouvernements britannique et italien garantissent la frontière franco-allemande contre tout changement.

De plus, l'Allemagne, la Belgique et la France renoncent au recours à la guerre pour régler leurs différends. Enfin, l'Allemagne, sans reconnaître explicitement ses frontières orientales avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, s'engageait à ne pas les modifier par la force.

En France, les accords de Locarno furent célébrés dans la grande presse comme « le début d'une ère nouvelle » et on donna le nom de Locarno à de nombreuses rues et places un peu partout, comme ce fut le cas à Marseille dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement.

En réalité, l'Allemagne ne prenait aucun engagement à l'est, donc elle gardait la possibilité de régler ses comptes avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, pays dans lesquels vivaient des minorités de langue allemande. L'URSS et les partis communistes des pays européens virent d'ailleurs dans Locarno un encouragement tacite à l'Allemagne de la part de la Grande-Bretagne, de la France (et des États-Unis) à orienter sa volonté de revanche vers l'est et vers l'Union Soviétique.

Le retentissement des accords de Locarno est évoqué, bien des années plus tard, par Raymond Aron (1905-1983), essayiste, philosophe et éditorialiste français : dans l'extrait vidéo du lien ci-dessous, il évoque en 1981 les réactions du jeune homme qu'il était en 1925 :

<https://www.ina.fr/video/I15257617>